



Proche Orient

Le difficile et long chemin vers l'Etat palestinien

Page 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 914

19 mai 2011

prix: 0,70 €

Front uni
contre la vie chère

Travailler plus
pour gagner plus ?
Augmenter
les salaires
pas les actionnaires

AUGMENTEZ NOS SALAIRES
PCF

Les communistes à
l'offensive

■ L'idée de la semaine

Faire travailler gratuitement
les chômeurs

P 2

■ Fête des Nouvelles

Le retour de la fête rebelle
et fraternelle les 11 et 12 juin
au parc paysager de Saint-
Nazaire

P 3

■ AFPA

L'association victime de la
politique de marchandisa-
tion de la formation

P 5

■ Néolibéralisme

Un discours qui s'impose
comme une évidence

P 6

■ Services publics

Yves Blais,
adjoint au
Maire de
St-Vincent
des-Landes
décrit les dif-
ficultés liées
au manque de services
publics en zone rurale



P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de
Loire-Atlantique, ce sont des
milliers d'abonnés ou de lec-
teurs occasionnels.

Abonnements, diffusion mili-
tante:

Participez à la diffusion
des Nouvelles de Loire-
Atlantique!

Pour tout renseignement: 02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Bercy et les banquiers

Christine Lagarde choisi ses amis et parmi eux figurent les banquiers. Alors qu'une directive européenne exigeait un équilibre entre les rémunérations fixes et variables de nos grands argentiers, dans le texte français, cet équilibre a disparu. Résultat, pour le PDG de la BNP, par exemple, c'est un salaire fixe de 950000 euros et un salaire variable de 5248000 euros. Merci Bercy !

Sous le Tapis



L'affaire ne passera pas sous le tapis, le procureur de la cour de cassation a demandé l'ouverture d'une enquête à l'encontre de Christine Lagarde pour abus d'autorité dans l'affaire Tapie. Quel rôle a joué la ministre dans l'attribution des 285 millions d'euros à l'ancien patron d'Adidas? C'est la question qui est posée mais la ministre n'est pas du genre à privilégier des amis...

Merci Christine

Sans doute cela est-il dû à notre dame Christine ou tout du moins à la politique de notre gouvernement, la France a la chance de compter parmi elle 2,2 millions de millionnaires en dollars. Cela place notre pays en 3ème place au niveau mondial, loin devant les autres pays européens. Puisqu'on vous dit que la France est le paradis des riches !!!

Bon élève

Le 5 mai dernier, François Fillon déclarait que les arguments de campagne des socialistes fragilisaient le triple A de la France. Par la même, il signifiait le seul souci du gouvernement : être bien évalué par les agences de notation. Les français apprécieront, ils pourront continuer de goûter de l'austérité, cela importe peu à leur premier ministre qui n'a qu'une seule idée en tête : la bonne note.

Sécheresse

La sécheresse menace la France peut on lire ou voir dans tous les médias ! La situation est très préoccupante et cette sécheresse, si elle affecte la météo, s'abat aussi sur les portefeuilles des français. Or, dans un de ces deux types de catastrophe le gouvernement pourrait agir rapidement, mais il ne fait rien, sinon prendre des décisions qui détériorent le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes. Souhaitons qu'il soit mieux inspiré pour apporter des solutions à l'épisode climatique sinon nous n'auront plus d'herbe à brouter !!!

Point de vue

par Marie Annick BENÂTRE

Comme le gouvernement a été contraint de supprimer le bouclier fiscal (affaire Bettencourt oblige), il en profite pour réaliser un allègement conséquent de l'impôt de solidarité, le tout pour un coût de 1,8 milliard d'euros ! C'est donc un nouveau désengagement des plus riches au détriment de l'intérêt général : un manque à gagner pour les finances publiques. C'est une réforme qui va à l'encontre de la plus élémentaire justice sociale. Baisse de la TVA sur les produits de première nécessité ? Tarif social pour l'électricité ? Coup de pouce pour le SMIC ? C'est tout le contraire ! Prendre aux pauvres pour donner aux riches ! Ce sont les français qui paieront la note en augmentation d'impôts, en baisse de niveau de solidarité sociale, en réduction de services publics. C'est la triple peine pour les travailleurs, les chômeurs, les jeunes, les retraités : moins de services publics, l'augmentation du coût des produits indispensables à la vie quotidienne alors que les salaires, les retraites, les allocations sont bloqués. Cette situation insupportable qui nous est imposée doit être dénoncée par les communistes avec vigueur et détermination. En même temps, nous devons contribuer à ce que cette question sociale soit au cœur du débat politique, avancer des propositions pour mettre en œuvre d'autres choix. Dénoncer le fait que, pendant que la population s'appauvrit dramatiquement jour après jour, les profits des cinq grandes banques universelles françaises ont atteint 21 milliards d'euros l'an passé. Huit millions de personnes, dont des salariés, sont en situation de pauvreté. 40% des hommes et 50% des femmes gagnent moins de 1200 euros. Sarkozy semble redécouvrir que la préoccupation première de nos concitoyens demeure, et de

loin, leur pouvoir d'achat. Mais au lieu du partage des bénéfices au trois tiers promis, il propose une prime exceptionnelle de 1000 euros qui ne concernera que les salariés des entreprises de plus de 50 salariés dont les dividendes versés aux actionnaires ont augmenté. L'immense majorité des salariés de notre pays, ne bénéficiera ni de cette prime, ni d'une réelle revalorisation du SMIC.



Celle prévue couvre à peine l'inflation : +3% sur les produits frais en mars ; 5% sur les pâtes ; 5% sur le pain ; ajoutée à celle du gaz, de l'électricité, des carburants, des loyers, etc.... Depuis

Un front uni contre la vie chère

plusieurs semaines, des luttes sur les salaires se développent dans les entreprises (Airbus, Carrefour Système U ouest...) ; le 31 mai, les fonctionnaires se mobiliseront. Augmenter le pouvoir d'achat des français, doit devenir la priorité et l'urgence. Toute la gauche doit se saisir de cette question au risque de les désespérer encore plus et de les jeter dans les bras de l'abstention ou du FN. Le CN d'avril nous invite à engager cette campagne en allant rencontrer ces hommes et ces femmes aux fins de mois difficiles pour faire grandir les exigences sur l'augmentation des salaires, le blocage des prix et la taxation des profits et créer un front uni contre la vie chère. Le combat unitaire, le rassemblement contre l'appauvrissement généralisé pour les familles doit prendre une nouvelle ampleur.

RSA : polémique à droite

Faire travailler gratuitement les chômeurs : l'idée défendue par Laurent Wauquiez, ministre des Affaires européennes dénonçant « les dérives de l'assistantat » et les « supposées fraudes au RSA » ne doivent rien au hasard ! Malgré les démentis gênés de Fillon, nombre de parlementaires UMP soutiennent le ministre estimant même que cela mérite débat. Alors, grosse pagaille à droite, ou nouvelle polémique montrant la proximité du projet de la droite avec celui du Front National ? De fait l'idée n'est pas neuve. En novembre dernier, le secrétaire d'Etat britannique au Travail, Ian Duncan Smith, proposait que les chômeurs de

longue durée travaillent gratuitement un mois, sous peine de perdre leurs droits aux allocations chômage pendant trois mois. Trente heures par semaine de travail imposées aux chômeurs soupçonnés d'avoir abandonné leur recherche d'emploi ou de bosser au noir. Cette punition, voire cette criminalisation des chômeurs, avait suscité un tollé en Angleterre comme en France. Sauf du côté de l'UMP...

Certes, le moment tombe mal pour un Sarkozy en mal de popularité et qui s'échine à dresser un bilan idyllique de son mandat pour apparaître comme le candidat le plus légitime à droite en vue de 2012. En amont, Laurent Wauquiez avait tenté de préciser sa pensée. Mais il s'était enfoncé. Il ne remettait pas en cause le RSA en tant que tel, mais



plutôt les cumuls de minima sociaux, comme les exonérations de cantine, de transports publics, de redevance télé.... Le mal est fait. Le ministre, en voulant imposer cinq heures hebdomadaires de service social en contrepartie du RSA, en limitant le cumul de tous les minima sociaux à 75 % du SMIC, et enfin, en accordant la protection sociale aux étrangers au bout de

cinq ans de travail, fait plus que jamais apparaître l'UMP comme l'ennemi des pauvres. En voulant jouer sur le tableau du FN, en désignant les chômeurs et les immigrés comme des profiteurs, le ministre n'a fait que récolter une tempête au sein du parti présidentiel. A un an des présidentielles, il a fait monter la pression d'un cran à l'UMP.

De vous à moi...

Et la mort de Ben Laden sauvera le monde !

Après l'annonce de la mort de l'ennemi public numéro un du monde entier, notre planète semblait sauvée. C'est en tout cas ce qu'on pouvait penser après l'annonce dans les médias de la mort de Ben Laden, boucher en chef des fondamentalistes islamiques.

A peine le gibier terrassé que la bourse s'envolait ; l'espoir de lendemains qui chantent renaissait, le monde devenait plus beau, marine Le Pen plus laide, oui, le monstre ter-

rassé et la prospérité pouvait enfin jaillir, le mal anéanti et le bonheur pouvait montrer le bout de son nez, oui oui oui et encore oui. L'homme du mal mort et reste le bon, le pur, exit le grand Satan, reste les beaux et courageux occidentaux et leur bourse au sommet quand les balles atteignent leurs cibles. Reste les Sarkozy, Berlusconi, Medvedev, Obama... Que le monde est beau et pur, que les bombes de la liberté sont belles.

La mort de ben Laden sauvera le monde et la terre entière, c'est sur, l'on y croit tous !!!

Justice est faite déclarait le président Obama peu après l'opération et Sarkozy de lui emboîter le pas. Mais de quelle justice parlent-ils ?

Personne ne regrettera Ben Laden mais est-il question de justice avec cette opération commando, qu'en est-il du respect du droit et de la justice internationale ? Au nom du bien contre le mal les Etats Unis nous ont déjà habitué à bien des entorses au droit international.

Aujourd'hui qu'importe, le méchant est mort et le monde va tellement mieux !!!

VITE LU VITE DIT

Séquence drague

Le héros vert de la petite lucarne (pas celui en hélicoptère, l'autre, le candidat à la candidature pour EELV) était en Loire-Atlantique la semaine dernière. Outre sa rencontre avec des militants verts ou avec des opposants à Notre-Dame-des-Landes, il a rencontré des entrepreneurs d'avenir. Il faut dire que le candidat en connaît un rayon en matière d'entrepreneuriat, **peut-être cherche-t-il de nouveaux sponsors en cas d'échec à la présidentielle** pour financer ses nouvelles émissions.

Régionalisme

La dernière lubie de Frank Louvrier : réunifier la Bretagne avec pour seul argument que le cœur des nantais serait breton. L'argument paraît bien faible pour celui qui se voit déjà en futur candidat à la mairie de Nantes. Soyez sérieux monsieur Louvrier **les préoccupations des nantais sont ailleurs.**

Fier du Bilan

Le plus Breton des conseillers en com' du président (Frank Louvrier) a déclaré **avoir le pouvoir être fier du bilan présidentiel de l'UMP.** Après tout, qui a-t-il de mal d'être fier d'une catastrophe ?

Crise du logement

« J'honorerais mes promesses » déclarait le maire de Vertou à Presse Océan avec comme engagement de fournir des logements sociaux à sa population et ce, « sans modifier le cadre de vie et l'ambiance » de la ville. Et c'est sur, ça ne va pas changer radicalement à Vertou. **La ville passe de 4,3% à 5,4% de logement sociaux,** à ce rythme les 20% risquent bien de ne jamais être atteints.

Fête des Nouvelles : 11 et 12 juin 2011

Dans un mois à peine aura lieu la nouvelle édition de la fête des Nouvelles.

Cette année encore, la fête rebelle et fraternelle, celle du journal de la fédération de Loire-Atlantique du PCF oriente sa programmation, ses débats vers les sujets qui font l'actualité.

C'est avec à l'esprit :

- le vent de révolte populaire qui traverse les pays du Maghreb,
- mais aussi les commémorations du 140ème anniversaire de la commune de Paris,
- ou encore les échéances politiques à venir que la fête des nouvelles va vous ouvrir ses portes.

C'est un événement politique unique en Loire-Atlantique ou se conjuguent culture, musique et débats.

Dans un contexte difficile de crise politique, démocratique et sociale, cette fête se veut un moment d'intenses échanges, de construction notamment tournés vers l'avenir et les échéances politiques de 2012 avec en point de mire les élections présidentielle et législatives. Mais c'est aussi un moment festif et de partage qui vous attend sur le parc paysager de St-Nazaire. Côté musique pas moins de trois groupes cette année avec **les têtes de lapin**, groupe rock vindicatif; **les caméléons** et leur Ska-rock particulièrement festif et enfin, la magnifique voix de **Natasha Ezdra** viendra nous

remettre en mémoire les meilleurs titres du regretté Jean Ferrat.

Et puis la fête rebelle donnera la parole à **des syndicalistes en lutte** et plus particulièrement à des syndicalistes des services publics fortement impactés par la mise en place de la Révision générale des politiques publiques. L'état de la rigueur qui se referme autant sur ces services que sur les usagers qui en ont besoin sera aussi l'objet d'un débat avec des responsables syndicaux du département.

Et puis, échéances électorales importantes obligent, à un an des présidentielles, avec le front de gauche, **les communistes invitent l'ensemble des forces de gauche à débattre d'un thème cher au Français, celui du pouvoir d'achat** dans un contexte de crise où beaucoup d'entre eux doivent affronter la stagnation des salaires et l'augmentation des prix.

Cette fête sera aussi l'occasion de célébrer les révoltes passées, la commune de Paris; comme de s'interroger sur celles en cours dans les pays du Maghreb et du Moyen Orient.

Une fête rebelle et fraternelle dans laquelle vous serez accueillis par des militants communistes mais pourrez aussi rencontrer de nombreux militants associatifs, syndicaux, autant d'occasions d'échanger de s'informer et de se divertir...

Rendez-vous de la vignette



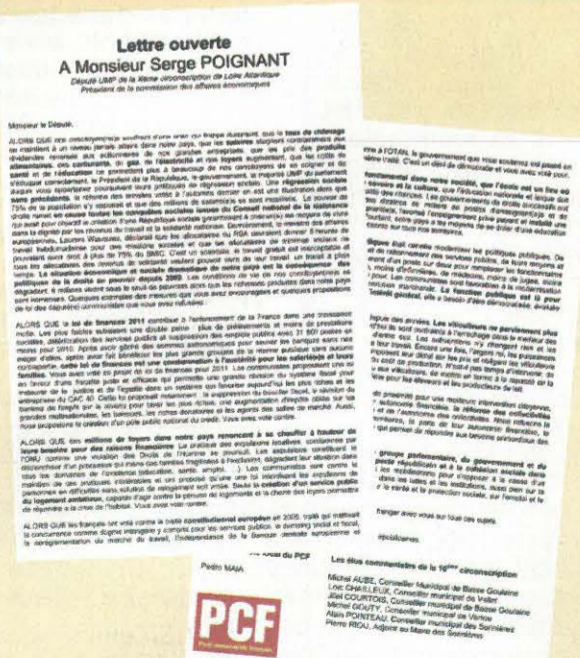
Cette année, le rendez-vous de la vignette a lieu le **26 MAI 2011 à 18h30**

Au parc paysager de St-Nazaire

Ce rendez-vous des militants communistes est important pour que la vignette puisse être le plus largement diffusée.

Concernant cette vignette qui donne l'accès aux deux jours de fête pour 10 € (gratuit pour les moins de 15 ans), elle ne comporte pas les dates de la fête qui a bien lieu les 11 et 12 juin 2011.

Section Loire et Sèvre : Lettre ouverte à Mr Serge Poignant - Député



Aux vues de la situation que connaît le territoire de Loire et Sèvre du PCF, la section ainsi que les élus communistes de ce territoire **ont décidé d'interpeller Serge Poignant, député de leur circonscription et président de la commission des affaires économiques de l'Assemblée**

Nationale.

Le moins que l'on puisse dire c'est que la section et les élus communistes de Loire et Sèvre font un constat peu élogieux des politiques menées par la droite dans le pays. Dès le début de leur missive, dressant un bref tableau de la situation économique et sociale, ils accusent la majorité UMP de poursuivre sa « **politique de régression sociale** » et, ajoutent que « la situation économique et sociale dramatique de notre pays est la conséquence des politiques de la droite au pouvoir depuis 2002 ».

Ils énumèrent aussi, dans leur lettre, quelques unes des poli-

tiques menées et des décisions prises par le parti majoritaire. Pour eux, la loi de finance de 2011 « **est une condamnation à l'austérité pour les salariés et leur famille** ». A l'inverse, ils rappellent à leur député que les communistes avaient, quant à eux, proposé une loi en faveur d'une **« fiscalité plus juste**, à l'encontre de celle qui aujourd'hui favorise « les plus riches et les entreprises du CAC40 », une loi essentielle contre laquelle avait voté M. Poignant. **Ils dénoncent également les politiques en matière d'éducation** qui ont vu l'abolition de la carte scolaire, les suppressions de poste, la casse de la formation des enseignants, et la naissance d'une école à deux vitesses. Comme l'ensemble des politiques publiques, l'éducation nationale a été touchée par la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) qui faute de moderniser les services publics « **est devenue un plan de restriction et de rationnement de ces services, de leurs moyens et surtout de leurs personnels** ». Ils signifient à leur député que « la fonction publique est là pour

garantir à tous les usagers la défense de l'intérêt général, qu'elle a besoin d'être démocratisée, évaluée et financée ». Ils condamnent aussi très fermement la politique du logement du gouvernement; le manque de logements sociaux comme les expulsions locales. Ces expulsions que les députés communistes, par une loi ont tenté d'empêcher, à l'inverse du député du vignoble. **La politique de l'UMP se caractérise aussi par un déni continu de la démocratie** que ce soit le cas par l'adoption en force de ce qui est devenu le traité de Lisbonne ou encore par la réforme des collectivités territoriales qui pour les communistes de Loire et Sèvre « sonne le glas de la décentralisation et de l'autonomie des collectivités ». Enfin, ils enjoignent le député UMP d'intervenir pour garantir un revenu aux viticulteurs et pour cela « **de mettre un terme à la rapacité de la grande distribution et du négoce** ».

En outre, ils assurent au député leur mobilisation contre la politique de l'UMP dans les institutions qu'elle dirige.

Le dossier.

Proche Orient

Le difficile et long chemin vers l'Etat palestinien



■ Rezé et Abus Dis

Depuis décembre 2007, la ville de Rezé entretient avec Abu Dis, ville palestinienne de la banlieue de Jérusalem Est, coupée par le mur, une relation de coopération. Abus Dis compte 22 000 habitants dont 10 000 étudiants et employés de l'université d'Al-Quds. Une charte d'amitié entre les deux villes a alors été signée entre les deux villes au lendemain des 2èmes assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne qui se sont tenues à Paris et auxquelles je représentais Rezé. **Outre la dimension politique de soutien à la cause palestinienne, cette coopération est fondée sur des échanges dans les secteurs de l'éducation, de la culture, du développement, de la solidarité et de la gouvernance locale.** Ainsi, après l'accueil de jeunes universitaires palestiniens, la ville de Rezé a-t-elle reçue en avril dernier une délégation de fonctionnaires de la ville d'Abus Dis en vue de concrétiser l'un des axes de la coopération entre les deux villes : l'équipement d'un centre socioculturel dont l'ouverture est prévue à l'été 2011.

■ La JC 44 dans la lutte

Le mouvement Jeunes Communistes de France mène depuis toujours une lutte acharnée pour la dignité et la reconnaissance du droit des peuples. **Ce combat internationaliste prend toute son ampleur dans le cadre de notre bataille pour la Palestine, pour une paix juste et durable dans cette région du monde et plus particulièrement avec la volonté de faire pression pour la libération de Salah Hamouri et Marwan Barghouti.** Deux prisonniers politiques palestiniens, injustement enfermés et symboles de l'injustice et de l'oppression de l'Etat israélien. En Loire-Atlantique, notre combat s'est mené sur deux plans, l'un institutionnel avec l'ensemble des communes du département et une victoire à Rezé notamment, et d'autre part auprès des jeunes avec la production et la diffusion de matériels ainsi que la participation à plusieurs événements avec diverses associations combattant pour cette même cause.

Robin SALACROIX



Ce bateau de l'espoir se joindra à la Flottille de la Liberté, organisée par la Coalition internationale organisatrice de

la première flottille et qui regroupe maintenant des associations "nationales" des mouvements de solidarité de nombreux pays d'Europe, des Amériques et d'Asie.

Les objectifs de la campagne "un bateau français pour Gaza" : **Dénoncer et briser le siège israélien contre Gaza, promouvoir et faire respecter le droit international, répondre à la crise humanitaire que subissent un million et demi de Palestiniens de Gaza.** <http://unbateaupourgaza.fr/>

■ Un bateau pour GAZA

La manifestation du samedi 7 mai sur l'île de Nantes a été un véritable succès.

S'il est difficile d'estimer le nombre de participants sur un espace aussi vaste, nous pouvons cependant évaluer à plus de 500 les personnes qui ont à un moment ou un autre écouté les groupes musicaux, circulé autour des stands et embarqué sur les bateaux. L'engagement de nombreux groupes de chanteurs et musiciens, des groupes de Capoeira et des autres artistes a contribué à une animation variée et joyeuse... Les skippers et autres marins qui ont engagé leur bateau dans cette fête ont ainsi contribué à donner une visibilité forte et originale à cette journée... Sur le plan financier, qui constituait un des objectifs, nécessaire pour financer le « vrai bateau pour Gaza », nous sommes très satisfaits du résultat puisque la recette nette s'élève à 3500 € (dont 3100 € de dons individuels) qui contribueront au financement du bateau français qui partira de Marseille fin Juin pour rejoindre une flottille internationale de 15 à 20 bateaux, chacun avec environ cinquante personnes à son bord et représentant soixante nationalités.

Cette journée a contribué à sensibiliser le public nantais sur la situation inhumaine et insupportable que vivent les Gazaouis, emprisonnés par le blocus israélien. La deuxième « flottille de la liberté » tentera de lever ce blocus, mais, parallèlement, l'information et la mobilisation des citoyens sont des facteurs puissants pour obliger nos gouvernements à faire respecter le droit.

Pour le collectif : Pierre Leparoux

Organisations membres du collectif : Association France Palestine Solidarité 44, Artisans du Monde, CCFD-Terre solidaire, CIMADE, Comité Palestine Israël de Châteaubriant, Europe-Ecologie-Les Verts, Génération Palestine 44, Les Alternatifs, Ligue des Droits de l'Homme, MRAP, NPA, Pays de Loire Gaza-Jérusalem, PCF, ADECR, PG, UD-CGT, Union Juive Française pour la Paix, Union syndicale Solidaires.

Ils ont dit !

■ Déterminée à témoigner et à agir !



comprendre la situation sur place et renforcer les liens déjà existants.

Pour moi, il s'agissait d'une première découverte et le choc fut terrible dès le début du voyage. Le mur de séparation, les discriminations continues, les droits de base bafoués sont des rappels incessants du véritable apartheid pratiqué

par Israël vis-à-vis de la population palestinienne. Nos échanges avec différents responsables politiques palestiniens, mais également des militants anticolonialistes israéliens ont prouvé qu'il existe une réelle alternative politique. Ce qui est remarquable c'est l'absence de haine du peuple palestinien et sa volonté de vivre en paix. Lors de la soirée en compagnie des parents de Salah Hamouri, Michel Billoux, qui avait pu lui rendre visite à la prison de Gilboa, nous disait retenir « son sourire, son courage et sa confiance dans l'issue ». Mes amis palestiniens restés là-bas, les moments de partage et d'émotion vécus, oui le retour fut difficile. Mais je suis revenue bien déterminée à porter le message de mes amis, à témoigner et à agir car **« c'est le silence qui tue les palestiniens et les espoirs de paix ».**

Véronique MAHE

■ Des Pays de la Loire à Gaza

Les élu-e-s communistes régionaux pensent qu'une mobilisation citoyenne et politique large contribuera à un changement nécessaire pour la population palestinienne.

Ils ont proposé au Président du Conseil régional que la région réfléchisse à l'élaboration de coopération avec les collectivités palestiniennes dans les domaines de compétences de la région, en s'engageant dans une politique constructive de promotion d'une paix juste et durable au Proche Orient.

Ils sont convaincus que l'engagement du conseil régional participera de cette évolution. L'action de soutien que pourrait prendre l'institution est très importante notamment en apportant une aide financière et la signature de l'appel des élus « un bateau pour Gaza » pour lequel les élu-e-s communistes de la région des Pays de la Loire sont déjà signataires.

Céline SAUVETRE

■ Ne pas baisser les bras !

2 ans déjà que la délégation « Un avion pour la Paix » dont je faisais partie est rentrée en France.

Malheureusement les délégations se succèdent et le sort du peuple palestinien ne s'améliore pas pour autant ! bien au contraire. Concrètement où en est on aujourd'hui ?

Les Palestiniens sont près de 8 millions, moins de la moitié d'entre eux vivent sur la terre de Palestine (entre le Jourdain et la Méditerranée) dont près d'un million en Israël et 3 millions dans les territoires occupés par Israël depuis 1967 ; Cisjordanie, bande

de Gaza et partie orientale de Jérusalem. L'autre moitié vit en exil et près de 4 millions d'entre eux sont des réfugiés. 1200000 Palestiniens vivent dans des camps.

Nous pouvons aujourd'hui parler clairement d'apartheid, celui qui a sévit pendant des siècles aux Etats-Unis, en Afrique, en Australie et ailleurs n'était porté que par une tradition primitive, il en va tout autrement avec l'apartheid israélien dont la malignité est spécifique puisqu'il est basé sur une idéologie faisant partie intégrante du judaïsme, se complétant et se perfectionnant avec le temps et une application diabolique. Il représente une donnée non contingente mais constitutive

de l'état d'Israël avec son appareil religieux d'état, état ethnocratique où le pouvoir n'appartient, et ne peut appartenir qu'à une seule catégorie de personnes.

Le proche Orient est à la croisée des chemins. La poursuite de la colonisation israélienne de la Palestine a conduit les négociations de paix dans l'impasse et le désespoir risque de provoquer l'éclatement d'une troisième intifada. A l'heure où les peuples arabes reprennent en mains leur destin, seule une reconnaissance généralisée de l'Etat de Palestine dans les frontières d'avant la guerre de 1967, avec Jérusalem est pour capitale, peut ouvrir une perspective nouvelle. Mais nous ne pouvons nous en remettre aux

seules autorités nationales et internationales. **Notre responsabilité de citoyens est aussi de mobiliser l'opinion pour qu'elle pèse dans ce sens et pour que la PAIX l'emporte sur la guerre.**

Sandrine FLEURIMONT



Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

10 mai : un anniversaire important

Le 10 mai 2011, « Journée nationale contre l'esclavage » (instaurée en 2006), marquait aussi les dix ans de la loi « TAUBIRA » reconnaissant la traite et l'esclavage comme un crime contre l'humanité. De nombreuses commémorations se sont déroulées, participant à la cohésion de la Nation française autour de la mémoire partagée. Françoise Vergès, présidente du Comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage (CPMHE), explique : « nous avons constaté depuis 10 ans qu'il existe une vraie soif de connaître et de comprendre », « Il fallait mettre fin au long silence de la Nation sur ces siècles d'histoire, et seul un effort collectif pouvait y parvenir ». A l'occasion de ses « Assises de l'Outremer », la CGT réclame la création d'un jour férié pour commémorer l'abolition de l'esclavage. Les dates du 10 et du 23 mai ont été proposées, la CGT souhaite qu'une de ces deux dates soit un jour férié, chômé et payé.

Sodastream contre AFPS

Le procès en référé s'est tenu le 14 avril 2011. La société OPM, importatrice des gazéificateurs Sodastream, considère la mise en ligne sur Internet d'un courrier de la DDPP 44 adressé à AFPS44 comme un « dénigrement », de nature à « discréditer » les produits en question... Elle demande : de cesser toute diffusion sur le réseau internet de ce courrier et de condamner l'AFPS 44 et l'AFPS nationale à payer les dépens plus pour chacune, une somme de 3500 ? au titre de l'article 700 du code de procédure civile, et 5000 ? au titre du préjudice subi pour atteinte à l'image... **L'AFPS (44 et nationale)** : demande au tribunal de débouter OPM de toutes ses demandes envers AFPS 44, considérer comme infondées les demandes à l'égard de AFPS nationale qui a retiré l'article de son site, ordonner au Procureur la transmission du courrier de la DDPP 44 comportant en annexe le PV d'infraction retenu contre OPM, et ordonner à OPM la production de ses certificats de douanes. Décision le 26 mai. À suivre !

Jeune : le patronat s'occupe de toi

Dans un communiqué, la CGT informe sur les négociations du 11 mai sur le projet d'accord sur l'accès des jeunes aux formations en alternance : Le texte du Medef atteint des sommets ! Les seules propositions concrètes visent à diminuer les contraintes des employeurs. Dans ce texte, il s'ingénie à trouver des moyens d'échapper à l'augmentation du quota de contrats en alternance annoncé par la Gouvernement. Par exemple, en intégrant dans le décompte des personnels en alternance, des salariés qui n'ont rien à voir avec la formation en alternance, comme les embauches faites à la suite d'une action de formation préalable au recrutement. Autres propositions inadmissibles : aménager les règles légales de durée du travail ... des apprentis mineurs, créer des « stages alternant » dans l'enseignement supérieur, modifier le rythme de l'alternance en BTS pour la concentrer sur une seule année, ou conclure des contrats d'alternance dans les entreprises de travail temporaire ! Le rejet de ce texte par les syndicats est unanime. Prochaine réunion de négociation : 23 mai.

Une économie qui coûte cher !

Avec la réforme Territoriale, le gouvernement met en avant une économie de 40 millions par la diminution de l'enveloppe des indemnités. C'est une illusion ! En effet, 3493 conseillers territoriaux doivent remplacer les 5657 conseillers généraux et régionaux actuels. Mais ils se trouveront concentrés dans les seuls sièges de Région, qui devront pouvoir les accueillir. L'Association des Régions de France estime à 1 milliard le surcroît de dépenses, pour la modernisation des enceintes, l'aménagement de bureaux pour élus et collaborateurs, et les frais de déplacement...

Sauvons l'AFPA !

Aux ordres d'un patronat qui veut faire des profits sur la formation, les gouvernements ont organisé depuis 2004 et la loi de décentralisation, un démantèlement complet de l'AFPA. Le gouvernement s'est dégagé de toute responsabilité auprès de cette association nationale, dont la qualité des formations était unanimement reconnue, et qui joue un rôle évident de service public de formation, en transférant aux régions les financements des formations des demandeurs d'emploi, tout en voulant leur imposer de mettre en concurrence l'AFPA avec les organismes privés. Mais il ne s'est pas contenté de cela : il a désorganisé le recrutement des stagiaires en transférant le service d'orientation de l'AFPA à Pôle Emploi. Il a imposé à l'AFPA un directeur de choc, priviliégiant la rentabilité à la qualité des formations, appliquant à la lettre toutes les recommandations pour diminuer le nombre d'emplois, organisant un sabotage de l'intérieur, la casse n'allant pas assez vite du fait des résistances des régions. Ceci a des conséquences dramatiques pour les stagiaires, avec des inégalités d'accès à la formation selon les régions, des formations perturbées par des non-remplacements de formateurs ou l'absence de matériel, des hébergements non entretenus, la disparition de la médecine du travail, l'absence de l'accompagnement qui était apporté par les psychologues du travail... Cette casse de leur outil de travail entraîne un profond désarroi des salariés de l'AFPA qui ont engagé la lutte.

Ainsi CGT, CFDT, FO, CGC, SUD et CFTC de l'AFPA ont constitué un comité de défense ouvert à tous. Ils appellent à signer une pétition nationale réclamant avec le personnel de l'AFPA : un budget d'Etat à la hauteur des besoins de formations des citoyens, des moyens et un nombre de formations répondant à toutes les demandes quelle que soit la situation et le lieu du demandeur,

un lien plus efficace entre l'AFPA et Pôle Emploi pour prendre en compte toutes les demandes, des formations et des services d'accompagnement de qualité.

Il faut en finir avec la marchandisation de la formation.



Le Conseil des ministres a arrêté ses derniers ajustements concernant la suppression du bouclier fiscal et l'allègement de l'impôt sur la Fortune. La philosophie du Chef de l'Etat et du gouvernement reste la même : réduire la pression fiscale sur les riches. Ainsi, en conditionnant la suppression du bouclier fiscal à l'aménagement de l'ISF, il réalise un tour de prestidigitation fiscale, qui consiste à donner d'une main ce que l'on prend de l'autre. Encore des cadeaux pour ceux possédant un patrimoine supérieur à 3 millions d'euros, par une moindre progres-

sivité de l'impôt sur la fortune, logique qui prédomine déjà pour l'impôt sur le revenu. Au bout du compte, aux dires de Christine Lagarde, 500 000 contribuables de l'ISF seront exonérés grâce à cette réforme, une nouvelle fois injuste socialement et inefficace économiquement. Encore un désengagement des plus riches au détriment de l'intérêt général, c'est, en effet, une réforme dont le coût est estimé par la CGT à environ 1,5 milliards d'euros : manque à gagner pour les finances publiques. **Dans le même temps :** Le Président de la

Solidaires au Corbu



A droite : Katalin au goûter solidaire du Corbu.

L'engagement citoyen est d'abord engagement humain. C'est ainsi que Katalin, jeune femme d'origine hongroise, mariée à un Français, est à l'origine du collectif de défense de la famille MANAFOV. En France depuis 8 ans, cette habitante de la Maison Radieuse avait remarqué une maman un peu isolée, à la Maternelle du Corbu : « J'ai vu cette dame l'an dernier, qui restait en retrait, alors que tout le monde se parle là haut (la Maternelle est sur le toit de l'immeuble). Les gens passaient devant sans la remarquer. Ayant vécu la même chose il y a quelques années, j'ai noué le contact et me suis rapprochée d'elle. Sans ma formation d'éducatrice jeunes enfants, je ne l'aurais peut être pas repérée, ou n'aurais pas su m'y prendre ». Elle découvre cette famille, chassée d'Azerbaïdjan par la haine institutionnalisée contre les gens d'origine arménienne. Madame et Monsieur MANAFOV ont deux enfants, scolarisés à la Maternelle. Logés à la

Maison Radieuse via l'association Trajet, ils sont depuis le 12 mai sans aide et censés quitter le logement. Déboutés de leur demande d'asile, ils

redoutent de recevoir l'ordre de quitter le territoire français. Apprenant cela, Katalin cherche comment faire : « J'en ai parlé à une copine parent d'élève, lui disant : dans un mois ils sont dehors. L'après midi même, un collectif naissait, de 10 personnes (aujourd'hui : plus de 50 !). Quand on travaille avec les parents sur leur dossier, nos enfants jouent ensemble dans le parc. C'est déjà une réussite de voir les 2 petits heureux avec d'autres. J'ai agi par éthique, et pour les enfants. Nous refusons de faire le tri entre « bons et mauvais » immigrés. 3 familles sont volontaires pour les parrainer ». Car un grand parrainage citoyen se déroulera le **28 mai, Maison des syndicats** à Nantes, initié par Collectif Enfants Étrangers Citoyens Solidaires de Nantes/RESF44, pour plusieurs familles. Le Collectif recherche des marraines et parrains ! **C o n t a c t :** ceecs44@gmail.com. Venez nombreux à l'après midi festif de 14 à 18h00 !

Une fiscalité contre l'intérêt général

La République tente de leurrer les salariés avec l'annonce d'une hypothétique prime de 1000 euros destinée à masquer l'impact de réforme fiscale. Laurent Wauquiez stigmatise les demandeurs d'emploi, bénéficiaires du RSA, que la politique du gouvernement enfonce chaque jour un peu plus dans la misère et la précarité, en suggérant de les obliger à travailler gratuitement. Le Gouvernement reste sourd aux revendications légitimes des salariés réclamant une augmentation du SMIC, une revalorisation

générale des salaires et la reconnaissance de leurs qualifications. Il refuse d'obliger le Patronat à négocier l'égalité salariale entre les femmes et les hommes. Il « gratifie » les fonctionnaires d'une augmentation de 0% sur 2 ans consécutifs ! Ceux-ci ont déjà perdu 11% de pouvoir d'achat depuis 2000 ! **Le 31 mai, ils comptent bien se rappeler au bon souvenir de ceux qui préférèrent « aider » les riches, et tenter de monter les salariés les uns contre les autres, qu'ils soient du public, du privé, ou allocataires RSA...**

Evènements, culture, idées.

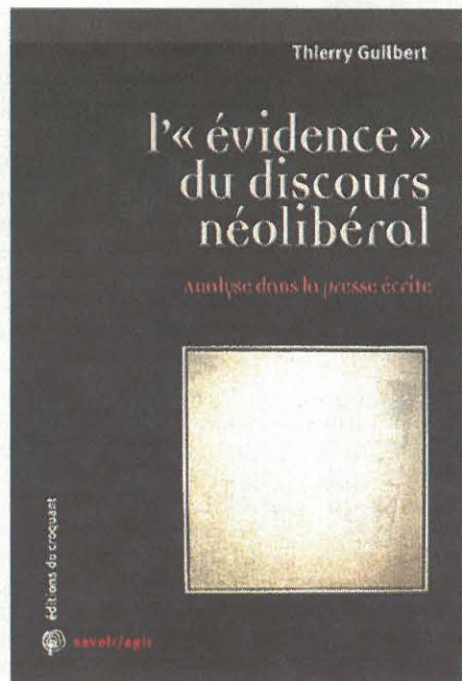
Fausse évidence

La question fondamentale qui est posée dans cet ouvrage est celle du rôle des médias dans la fabrication des opinions et des connaissances partagées. L'auteur, Thierry Guilbert, s'attache à analyser ce que disent les journalistes, chroniqueurs et éditorialistes de la grande presse - considérés comme des "leaders d'opinion" - en particulier pendant les mouvements sociaux de décembre 1995, d'avril-mai 2003, de l'automne 2010 ou encore de la "crise du CPE" de 2006 et de la "crise financière" de 2008. Leurs articles fournissent de nombreux exemples de la force de persuasion des mots du discours néolibéral (DNL), concentré dans des expressions telles que : "nécessité de la réforme", "usagers pris en otages", "l'exception française", "flexibilité du travail", "plans sociaux", "charges patronales", "déficit des comptes publics", ou "trou de la sécu".

Du discours néolibéral...

La question principale de ce livre est : comment les médias parviennent-ils à imposer l'évidence du DNL, en tant qu'« ensemble d'énoncés plus ou moins cohérent ayant en commun de promouvoir une vision entrepreneuriale et purement économique de la vie et de toutes

les activités humaines ». Ce discours exhorte à rendre productif, au sens économique, ce qui ne peut l'être : l'École et l'Université, l'Hôpital et la Justice. Ses maîtres mots sont "efficacité écono-



mique", "rentabilité financière", "retour sur investissement" ». La pensée qu'il est censé porter s'est aujourd'hui mondialisée, mais aussi "dés-historicisée" et "constituée en modèle et en mesure de toutes choses". Elle s'est propagée, souligne l'auteur, « des domaines économiques aux domaines sociaux, politiques, sportifs, médiatiques, éducatifs, écologistes ». A travers de nombreux exemples, l'auteur vise, non pas à mettre à jour le lexique propre

au discours néolibéral, mais à analyser "le fonctionnement à l'évidence" de ce discours. Successivement, il analyse et décortique les procédés de la double dissimulation idéologique, qui derrière la rationalité du discours,

transforme sa propre idéologie masquée en propagande invisible ; puis comment les sondages d'opinion sont-ils devenus un "Cheval de Troie" qui configure l'opinion et participe à la "constitution d'opinions partagées" ; l'utilisation des

valeurs communes et de l'opinion publique ; la "comparaison aux voisins" et la naturalisation de l'économie ; la (dé)nomination des acteurs et des événements, et les procédés manipulateurs, figures rhétoriques et moules argumentatifs, de persuasion.

... au métadiscours du consensus

Pour l'auteur, le DNL vise à imposer l'impossibilité psycholinguistique de contester les réformes, « c'est-à-dire l'impossibilité de penser et de formu-

ler une contestation en établissant un consentement et un consensus indépensables ». Pour le DNL, tout conflit se réduit à un malentendu, du à un déficit d'information, à une incompréhension, voire à une incapacité à comprendre : « il dénie au peuple, aux fonctionnaires, aux syndicats, à la jeunesse, aux opposants en général, la capacité à élaborer une réflexion politique propre ». Ce métadiscours cherche à ancrer dans les esprits la conviction que les "réformes néolibérales", appelées aussi "processus de modernisation", sont dans la nature des choses : « la solution serait à la fois extérieure aux hommes et indépendante de leur volonté ». Cette "réalité" s'imposerait à tous comme une force naturelle.

Même si « nos dirigeants ont fini par croire à l'évidence du discours néolibéral : pour eux, ce discours ne représente pas la réalité, il est la réalité. Sera-t-il notre futur ? ». Cependant, « l'objectif d'incontestabilité de ce métadiscours n'est pas atteint mécaniquement et il est encore, heureusement possible de résister et de penser autrement ». Cet ouvrage critique nous y aide opportunément.

T. Guilbert, **L'« évidence » du discours néolibéral**, Ed. du Croquant, 2011, 136 p., 13,50 €.

LIRE

Cahiers Rouges de la Commune

Ici restitués pour la première fois dans leur intégralité, Mes Cahiers rouges - parus entre 1908 et 1914 dans les célèbres Cahiers de la Quinzaine de Charles Péguy - constituent un classique de la littérature communarde. Durant l'Année terrible, leur auteur, Maxime Vuillaume (1844-1925), fut constamment aux premières loges, tantôt comme spectateur, le plus souvent comme protagoniste.

Engagé volontaire dans la Garde nationale, il participe aux journées insurrectionnelles des 31 octobre 1870 et 22 janvier 1871. A compter du mois de mars, c'est par la plume qu'il poursuit son combat, en fondant l'un des journaux les plus lus - et certainement le plus populaire - de la révolution communaliste : Le Père Duchêne. Au cours de la Semaine sanglante, enfin, il n'hésite pas à prendre les armes pour résister à l'assaillant versaillais.

Rédigés dans un style franc et direct, Mes Cahiers rouges ressuscitent tout un pan de l'histoire de France, trop souvent négligé : l'opposition tumultueuse au Second Empire décadent, le siège de Paris, cette fraternelle utopie que fut la Commune de 1871, avec ses joies, son allégresse, ses déboires et ses désillusions. Des pages plus sombres également : la brutalité et la férocité de la répression, la proscription et son lot de souffrances, le retour des exilés et la nostalgie d'un espoir assassiné.

Aux antipodes de la solennité et du ton compassé qui caractérisent les traditionnels Mémoires, l'écriture incisive et alerte de Vuillaume conduit le lecteur à travers la ville révoltée, le fait sursauter quand claque un coup de feu, l'emplir d'effroi lorsqu'un communard est exécuté. Un livre à (re)découvrir à l'occasion des 140 ans de la Commune de Paris.

M. Vuillaume, **Mes Cahiers rouges, souvenirs de la Commune**, Ed. La Découverte, 2011, 720 p., 27,50 €

MES CAHIERS ROUGES
[SOUVENIRS DE LA COMMUNE]
MAXIME VUILLAUME



VOIR...

SAFARI au Lieu Unique

Depuis que l'homme est homme, c'est-à-dire en gros depuis qu'il manifeste une prédisposition pour la conscience - ce que l'on pourrait traduire en équivalent artistique par : depuis qu'il sait tenir un pinceau - l'homme a cherché à représenter l'animal. Premier modèle avéré, ce dernier n'a depuis jamais cessé de lui inspirer une multitude de créations de l'esprit qui sont apparues sous toutes les formes inimaginables : du Phénix de la mythologie persane jusqu'aux souris malignes de Walt Disney en passant par l'incontournable bestiaire des contes de La Fontaine. L'animal s'incarne en l'homme et l'homme lui emprunte ses "qualités" - courage, vélocité, force, ruse, comme un double inséparable lui servant à exprimer l'inexprimable de manière beaucoup plus efficace que n'importe quelle parabole.

Du 11 juin au 4 septembre 2011
Entrée libre, www.lielieuunique.com



MÉDIAS

Télé-politique

Cet ouvrage, une mise au point solide et limpide sur le sujet, toujours d'une grande actualité, questionne les relations renouvelées du politique et du télévisuel à partir de l'analyse comparée des deux pays, la France et l'Italie. Sarkozy a fait une "réforme historique" de la télévision publique, en supprimant la publicité et en nommant, de l'Élysée, son président. En Italie, Berlusconi concentre tous les pouvoirs, confond politique et télévision, et a même créé un " télé-

parti ". Pour Pierre Musso, ces deux évolutions sont à rapprocher, la réforme française et l'anomalie



italienne illustrant les nouveaux liens entre pouvoir et télévision aujourd'hui. Pour comprendre ces

évolutions, il faut observer que les mises en scène du talk-show et de la télé-réalité ont colonisé la théâtralisa-

tion politique. Au point que « la captation émotionnelle du public l'emporte dorénavant sur une brutale manipulation ». Ainsi s'impose la télé-politisation, à l'heure où la néo-télévision est devenue à la fois maîtresse et servante du politique. Réfutant les approches simplificatrices en termes de "télé-populisme" ou de "télécratie", l'auteur offre au lecteur une analyse approfondie sur le sarkoberlusconisme et sur l'évolution, et la nature, de la télévision. Un ouvrage très approfondi, abondamment référencé et argumenté, et une réflexion essentielle sur l'état et l'avenir de nos démocraties.

Pierre Musso, **Télé-politique**, Ed. L'Aube, 2009, 202 p., 18 €

près de vous

Elections

Nouveau calendrier électoral



Le 11 mai dernier le conseil des ministres dévoilait le calendrier des trois prochaines élections.

• **Les élections sénatoriales** se dérouleront le 25 septembre prochain. Dans notre département, le PCF peut disposer de 99 grands électeurs

• **Les élections présidentielles** auront lieu le 22 avril 2012 pour le premier tour et le 6 mai 2012 pour le second tour. Il est à noter que le gouvernement n'a pas trouvé de meilleures dates pour ces élections que pendant une période de vacances scolaires !!!

• **Les élections législatives**, quant à elles, auront lieu les 10 et 17 juin 2012. Pour rappel, notre département compte 10 circonscriptions dont trois avaient été modifiées en 2009.

Finances publiques

L'austérité gravée dans le marbre

Le 10 mai dernier, en première lecture, l'assemblée nationale adoptait le projet de loi constitutionnelle sur l'équilibre des finances publiques. Pour Jean Pierre Brard, par cette loi « **le Gouvernement cherche à graver durablement dans le marbre de notre constitution une politique régressive basée sur une baisse de la fiscalité et une réduction des dépenses publiques** ». Le député a condamné le choix de la politique d'austérité et les cadeaux fiscaux fait aux plus riches plaidant pour une meilleure répartition des richesses.

Finances locales

La cotisation remplaçant la TP, beaucoup moins efficace que prévu

Comme par hasard la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des entreprises (CVAE), une des taxes remplaçant la Taxe Professionnelle va s'avérer moins rentable que prévue. Par exemple, pour le Conseil Général de Loire-Atlantique, en 2010, Bercy estimant les recettes de cette nouvelle cotisation à 148 millions d'euros, après une nouvelle estimation ce printemps le montant pourrait être en fait de 134 millions d'euros. Même si des fonds de compensation sont prévus, les élus et par voie de conséquence les citoyens ont de quoi être inquiets.

L'invité

■ Vivre en milieu rural : la prise en compte rapide du démantèlement du service public.

Pour la seconde fois NLA donne la parole à un élu d'un territoire rural, Yves Blais à St-Vincent-des-Landes, sur la question des services publics.

- Une carte grise ? Ce n'est pas un problème ! Il vous faut une journée, une voiture et de la patience : la sous-préfecture de Châteaubriant ayant fermé ce service, vous irez à Ancenis ou à Nantes (40 ou 60 kms au choix).

- Un problème de tutelle ou de curatelle ou une convocation au tribunal : direction Nantes car le tribunal de Châteaubriant a fermé.

- Une absence d'enseignant dans une école, un lycée ou un collège public, c'est entre 5 jours et 5 semaines minimum.

- Déposer une plainte à la gendarmerie : No problem ! Prendre contact avec la gendarmerie aux heures d'ouverture... sinon attendre la fin du week-end ou se déplacer entre Nort-sur-Erdre, Derval ou Nozay... Si vous avez la chance d'obtenir un rendez-vous et posséder un véhicule en une semaine, votre plainte sera enregistrée.

- La poste : pas de problème ! Les heures et les jours de fermeture sont affichés et si la préposée est malade, la fermeture est prolongée !!!

- La sécurité sociale : se rendre à Châteaubriant pour déposer votre courrier sinon attendre au guichet qui sera peut être fermé en raison d'une surcharge de travail.

- Pôle emploi : exercice délicat et périlleux dans un environnement agressif.

- Médecins ou l'hôpital : merci de ne pas être malade du mardi au lundi !

Et tout ceci en dépit de la bonne volonté des personnels **qui ont conscience qu'on leur brise leur outil de travail**, qu'on essaie au maximum de les faire passer pour des boucs-émissaires.

Alors vivre en milieu rural, oui c'est un luxe. Pour ceux qui possèdent voiture, temps et finances, il n'y a pas de problème ; pour les autres anciens salariés, agriculteurs qui ont développé avec leurs gros doigts les inaptitudes à utiliser les téléphones à touche ou les ordinateurs, il existe un système : le système D, celui qui repose sur le milieu associatif ou le voisinage. Plus grave que la casse des services publics il y a aussi la condescendance des urbains quand ils « descendent » chez nous : « Ah bon ! Vous n'avez pas ! Nous à Nantes... ». Qu'ils y prennent garde ! Leur tour va bientôt arriver, le système de démantèlement ayant été rodé à petite échelle, **le système privé payant contenu dans les RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) va leur tomber dessus**. Nous on sait : on subit déjà mais on résiste et on s'organise ; c'est cela la résistance.



Yves Blais
Adjoint au Maire
de St-Vincent-des-Landes

L'activité

■ Rezé

Action Internationale : du bled au quartier, le cœur à l'ouverture

Quand l'Europe Forteresse de Sarkozy renvoie les bateaux à la mer ou détruit des caravanes, les Rezéens échangent des solidarités... tel pourrait être la philosophie de l'action municipale en la matière. Dans la droite ligne des réconciliations franco-allemande (depuis 72 à Rezé), les élus communistes s'impliquent dans ces politiques qui sont successivement passées d'une logique d'échanges culturels et scolaires (Irlande, Algérie, Roumanie) à une action de coopération décentralisée avec les sociétés des pays du Sud. Le soutien aux initiatives d'habitants ou d'associations ancrées dans les quartiers de Rezé articule ici les projets là bas. Pour Annie Fretin, « les valeurs de tolérance, de partage, de respect et de solidarité ne vont pas de soi et il faut les faire vivre sans cesse concrètement et notamment auprès des jeunes. [-] Comprendre d'autres cultures, s'ouvrir à d'autres repères sont aussi un atout pour mieux vivre dans les quartiers ». Les collectivités comme Rezé et la métropole mutualisent leurs efforts pour amplifier et prolonger les effets de ces actions mais l'élue communiste interroge : « **quel avenir à cette coopération quand l'on voit les sommes colossales englouties dans des opérations militaires qui cachent mal une réalité plus crue : protéger le pétrole en vertu d'intérêts économiques non avoués ?** »

■ Région

Pour une égalité scolaire

Conseillère régionale et municipale de St-Joachim, dans sa dernière lettre, Sabine Mahé se désole de la politique gouvernementale en direction de l'enseignement. « Comment ne pas être choqué » écrit-elle, « par la gravité des coups portés », et elle accuse à juste titre « **la droite ne se contente pas de démanteler le service public de l'éducation nationale, elle en construit un autre qui aggrave les inégalités** ». A l'inverse de l'Etat la région, quant à elle, continue de s'engager pour les lycées avec à cet effet un budget de 336,28 millions d'euros.

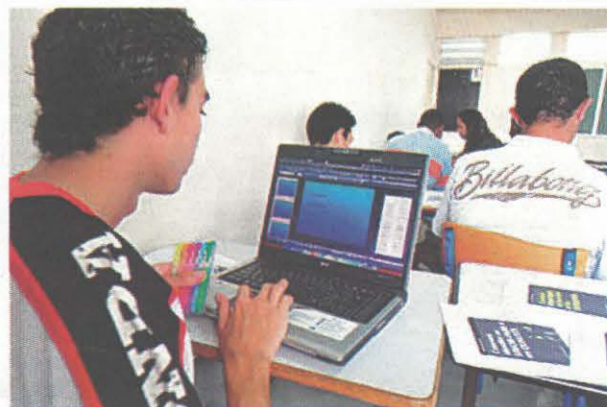
Pour exemple, l'élue revient sur l'accès au numérique pour les lycéens les plus démunis. Pour contrecarrer la fracture numérique qui pénalise en premier lieu les lycéens et les apprentis les plus modestes la région a expérimenté la mise à disposition dans 15 lycées publics et 4 CFA d'ordinateurs ou de net books. Egalement en expérimentation trois modes d'attribution possible ont été proposés aux familles : la mise à disposition, la dotation ou la participation à l'achat sur la base de critères sociaux.

Pour l'élue, « **après la gratuité des manuels scolaire, c'est, pour les lycéens et les apprentis de condition modeste, un nouveau pas en avant décisif pour favoriser l'égalité des chances** ». Cette disposition devrait à terme bénéficier à près de 5000 jeunes de la région.

■ Saint-Nazaire

Riposter contre les réformes du gouvernement

Les élus communistes de Saint-Nazaire font preuve de vigilance quant aux réformes des finances locales, ils avertissent contre « l'idée fausse que la bonne gestion nazairienne mettrait à l'abri des difficultés financières causées par la suppression de la taxe professionnelle et par le gel des dotations d'Etat. **C'est un leurre de croire que notre ville ne ressentira que le souffle du boulet quand les communes, les départements et les régions sont soumis à des bouleversements qui n'ont pas d'équivalent dans l'histoire de la cinquième république** ». Pour ces élus les investissements à réaliser, les besoins non encore satisfaits nécessitent des moyens. Si les conséquences des réformes gouvernementales se font ressentir en terme de service pour les citoyens, les fonctionnaires eux aussi connaissent le gel de leur salaire et la casse de leur statut. Pour eux, « de même que la réforme des retraites n'a pas clos définitivement les débats, la réforme des collectivités locales et la suppression de la taxe professionnelle doivent être remises en cause ». Inutile donc d'attendre 2012, pour ces élus, c'est maintenant qu'il faut riposter « pour gagner l'abrogation de la loi, pour mettre en débat avec les habitants et les salariés de notre territoire, l'organisation territoriale et la réforme territoriale dont nous aurions besoin, demain ».



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Presqu'île Guérandaise

Mercredi 18 mai : Assemblée générale de la section, salle de l'ancienne mairie de Pornichet à 17H30.

Brière

Vendredi 20 mai : Assemblée générale de la section à 18H30, salle Dulcie September à Trignac.

Fédération

Mardi 24 mai : Réunion du Conseil départemental à 18H30 à la fédération.

St Nazaire

Mercredi 25 mai : Assemblée Citoyenne du Front de Gauche à 20H30, salle Marcel Pagnol (la trébaie) à St Nazaire.

Nantes

Lundi 30 mai : Assemblée générale de la section à 18H00 à la fédération.

Nécrologie

C'est avec beaucoup de chagrin que les Nouvelles de Loire-Atlantique vous font part du décès de plusieurs camarades dont nous nous souviendrons longtemps. Nous présentons à leurs familles et à leurs proches nos plus sincères condoléances.



Roseline PERCEVAULT avait adhéré aux J.C. à tout juste 15 ans, elle militait sur le cercle « Colonel Fabien » qui était rattaché aux Dervallières. Puis peu de temps après, elle adhéra au Parti Communiste. Militante très engagée, Roseline devint Conseillère Municipale de Saint Herblain. Entre temps elle fut élue Secrétaire de la Section, responsabilité qu'elle assuma jusqu'en 2008. De 2001 à 2008 elle fut Adjointe au Maire de Saint-Herblain en continuant sa vie professionnelle comme salariée chez Waterman. Bien entendu, Roseline,

c'était avant tout la maman d'Elsa, une Maman attentionnée, aimante, complice. « Elsa, la prune de mes yeux » disait-elle. Elle nous a quitté à l'âge de 55 ans.

Yvon TOUGNAUD était un camarade de la section de Saint-Nazaire, militant qui respirait la franchise et la simplicité, il était apprécié par tous les communistes et les cégétistes. Né en 1932 à St Nazaire, il avait débuté sa vie professionnelle aux fonderies de Saint-Nazaire en 1948. Cette année il adhère à la CGT, syndicat auquel avait adhéré son père et marqué l'histoire familiale. Plus tard, il travaillera aux chantiers navals puis à la SMPA de Montoir. Présent dans toutes les luttes, il aura marqué le mouvement ouvrier nazairien, la CGT dont il fut l'un des responsables locaux. Il sera élu conseiller prud'homme en 1987. Yvon aura aussi été une figure important de la section du PCF de Saint-Nazaire dont il fut longtemps un des responsables.



Louis MARTINEZ militant couëronnais de très longue date vient aussi de nous quitter. Sa disparition n'a laissé aucun de ses amis et camarades indifférents. P'tit Louis comme chacun aimait à l'appeler est resté fidèle à ses convictions communistes, syndicales et associatives jusqu'à son dernier souffle.

Marcelle BARON entre très tôt dans la résistance. Elle cache des clandestins, des évadés, distribue des tracts et devient agent de liaison dans la résistance communiste. Elle crée l'union clandestine des femmes françaises, arrêtée en mars 44, elle sera déportée après avoir subi des sévices dans les caves de la gestapo place Louis XVI. Elle survivra et retrouvera Nantes et sa famille en mai 1945. Elle continuera après la guerre à militer pour l'émancipation des pauvres, des exploités et des privés de parole au sein de la C.G.T. Elle disait souvent, « j'étais faite pour vivre », dans la ville où elle est née et qu'elle aimait tant. Elle vient de mourir dans sa 102ème année.



Jean LE BESCOP, sympathisant du PCF, responsable syndical CGT, était aussi engagé dans le mouvement sportif entant que dirigeant de l'ASBR handball de Rezé.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Mireille PERNOT
Yann VINCE



Vite lu...

Chômage, précarité, racisme, casse de l'éducation...

GENERATION REVOLUTION

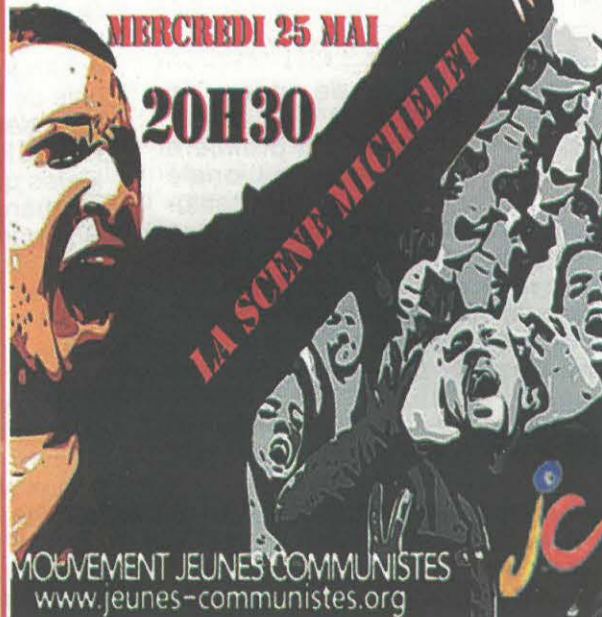
les jeunes ne lâchent rien !

LA MUSIQUE ENTRE EN RESISTANCE

MERCREDI 25 MAI

20H30

LA SCENE MICHELLET



MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES
www.jeunes-communistes.org



Le capitalisme n'a pas d'avenir, nous si !

Par Robin SALECROIX

Les 13, 14 et 15 Mai 2011 l'assemblée nationale des animateurs regroupant plus de 200 jeunes communistes venus de

toute la France s'est déroulée au Colonel Fabien à Paris. Ces trois jours de rencontres, réunions, débats et réflexions ont permis à notre Mouvement de faire l'état des lieux de ses activités et des luttes en perspective. Les jeunes communistes de Loire-Atlantique quant à eux avec une délégation de six camarades ont pu enrichir les débats et apporter leur éclairage



sur bon nombre de points, notamment sur notre bataille en direction de la Palestine et pour la libération de Salah Hamouri et Marwan Barghouti. La Loire-Atlantique étant au cœur de cette lutte avec des avancées, en particulier à Rezé qui a érigé Salah et Marwan citoyens d'honneur. Nos délégués ont également pu faire part

« La jeunesse ne cesse de souffrir des attaques de la droite et alors qu'elle voit son horizon s'assombrir chaque jour, celle-ci a besoin nous le savons, de réponses concrètes »

de leurs expériences avec cette année qui fut pour nous riche en activités de toutes sortes, mouvement des retraites, formations,

élargissement de notre organisation, structuration et initiatives diverses... Ce week-end studieux a ainsi permis de développer et enrichir nos propositions à destination de la jeunesse, concernant en particulier l'éducation, la précarité, l'emploi ou les discriminations. La jeunesse ne cesse de souffrir des attaques de la droite et alors qu'elle voit son horizon s'assombrir chaque jour, celle-ci a besoin nous le savons, de réponses concrètes mais également d'une vision globale des mécanismes qui ont cours aujourd'hui dans le système capitaliste pour pouvoir mettre à bat les logiques conservatrices et bâtir un monde de paix, de justice et de liberté et donner ainsi toujours plus de sens au combat communiste !